

Stratégie nationale de santé : la médecine générale et les soins primaires sont enfin une priorité nationale pour la France ! 26/09/13

Lors de la présentation officielle de la Stratégie Nationale de Santé du gouvernement, Marisol Touraine a placé le médecin généraliste traitant au cœur des politiques de santé et d'organisation des soins.

MG France se félicite que ses propositions aient été largement reprises par la ministre, annonçant ainsi la véritable « révolution » que constituera le développement en France des soins de santé primaires comme cela se fait dans tous les pays développés. Il faut maintenant passer aux actes, MG France sera très attentif aux mesures concrètes nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie.

1) Développement de la Filière Universitaire de Médecine Générale (FUMG)

La ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso, a répondu en partie à notre très forte pression en annonçant la nomination des 13 enseignants de médecine générale reconnus aptes par le Conseil National des Universités. Par ailleurs, la création de postes d'associés pour les chefs de cliniques en fin de contrat a été officialisée, permettant d'une part la poursuite des activités de ces jeunes enseignants-chercheurs et d'autre part le recrutement de nouveaux chefs de clinique. Il a de plus été rappelé l'importance de la formation sur le terrain ambulatoire pour les jeunes professionnels.

Bien sûr, le développement de la FUMG nécessitera des mesures plus ambitieuses mais ces annonces sont à saluer. De façon concrète, MG France et toutes les organisations concernées continueront à mettre la pression sur la ministre pour que soient respectés les engagements de nomination : il est inacceptable d'en rester à un enseignant pour plus de 100 étudiants.

2) Ouverture des nouveaux modes de rémunération à la coordination pluri professionnelle

Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, a insisté sur l'importance de former le plus tôt possible les étudiants des professions de santé à la coopération interprofessionnelle afin de les préparer au travail en équipe. Organisées autour du médecin généraliste traitant responsable de la coordination des parcours de santé, ces équipes de soins se créent peu à peu sur le terrain, témoignant de la rapide modernisation de l'exercice de notre métier, susceptible d'attirer les futurs médecins généralistes. Des moyens suffisants devront être apportés à tous les professionnels qui apportent des services coordonnés à leur patient, quel que soit le stade de leur organisation, du simple exercice coordonné jusqu'à la structure de soins organisée. Le niveau d'investissement nécessaire se mesurera dès la discussion du PLFSS 2014 quand seront connus les montants alloués à l'exercice coordonné en équipe.

MG France a porté, seul dans le champ syndical, la défense de la spécialité de médecine générale. Cette spécialité se modernise et développe un exercice en équipe qui permettra au médecin généraliste de se recentrer sur son métier. La priorité pour MG France est d'obtenir des moyens pour les généralistes : secrétariat commun, rémunération des tâches de coordination sont une première étape.

3) Accès aux soins et parcours du patient facilités quels que soient ses revenus grâce au tiers payant généralisé

Il s'agit d'abord de mettre à égalité d'accès, le secteur des soins de ville avec celui de l'hôpital, mais aussi la médecine générale avec la quasi totalité des professionnels de santé, pharmaciens, infirmières et spécialistes d'organe, qui pratique tous largement le tiers payant. L'exigence de MG France est simple : disposer d'un système simple et fiable, sous la forme par exemple d'une « régie tiers payant » organisée entre régimes obligatoire et complémentaire.

MG France est prêt à relever le défi de la Stratégie Nationale de Santé. Le PLFSS 2014 sera décisif pour mesurer l'engagement du gouvernement. Reste ensuite à construire cette politique sur le terrain, et c'est là que les généralistes attendent des actes, et des moyens concrets. Notre profession pourra alors s'engager pleinement dans cette modernisation de l'exercice des soins de proximité.